

Le PS cherche toujours son chemin

• Dans l'opposition fédérale pour la première fois depuis un quart de siècle, le PS doit se réinventer.

• Les sorties médiatiques des leaders socialistes laissent une impression de légère cacophonie.

• La contestation anti-Di Rupo ne s'exprime qu'en sourdine.

Un parti aux expressions de plus en plus disparates

Vingt-cinq ans de pouvoir, ça use ? Cela conditionne, à coup sûr. Cela fixe des réflexes, des habitudes, un vocabulaire, une manière de concevoir l'action politique, et même un mode de vie, associé à un certain confort matériel. C'est de tout cela que les socialistes doivent aujourd'hui se défaire, pour réapprendre les codes de l'opposition, qu'ils n'avaient plus connue depuis... 1987.

Hors du gouvernement fédéral pour la première fois depuis un quart de siècle, le PS est obligé de se réinventer. Le chantier s'avère immense, d'autant plus que les éminences du boulevard de l'Empereur n'y étaient guère préparées.

Rares sont ceux qui ont vu venir le coup de massue. Même à la mi-juillet 2014, quand l'hypothèse d'une coalition "suédoise" se dessinait, la plupart des dirigeants socialistes pariaient sur l'effondrement de cette construction qui leur paraissait trop hasardeuse pour voir le jour. Un mandataire se souvient : *"Beaucoup sont partis en vacances en croyant que le MR n'irait jamais seul au gouvernement avec trois partis flamands. Il y a peut-être un manque de modestie, du haut de nos vingt-cinq ans de pouvoir."*

La décision de Laurette Onkelinx de laisser à Rudi Vervoort la ministre-présidence bruxelloise peut être interprétée en ce sens. La patronne du PS schaarbeekoïse a refusé de s'engager sur la voie régionale parce que son instinct la guide vers les dossiers plus idéologiques du fédéral : fiscalité, immigration, Justice... Mais aussi, sans doute, par calcul tactique : en cas d'échec des négociations entre le MR et la N-VA, elle restait dans la course pour rempiler comme vice-Pre-mière ministre.

Autre indice : le 23 juillet 2014, alors que Kris Peeters (CD&V) et Charles Michel (MR) viennent d'être nommés formateurs, le bureau du PS désigne Philippe Mahoux, 70 ans, comme sénateur coopté. *"C'est le choix d'un parti vaincu de retourner au gouvernement, analyse une source interne. Mahoux est un homme expérimenté, qui maîtrise les procédures. Ce type de profil est indispensable quand on occupe le pouvoir. En revanche, si on se destinait à l'opposition, on aurait utilisé cette opportunité-là pour faire monter un jeune."*

De trop bons sondages

L'alliance du MR et de trois partis flamands s'est montrée plus robuste que prévu, contraignant le PS à jouer une partition délicate : au pouvoir dans les Régions, dans l'opposition au fédéral. Cette demi-défaite (ou demi-victoire) rend la stratégie du parti malaisée. Et les récents sondages, mauvais sans être catastrophiques, n'aident pas à définir une stratégie claire. *"On est trop bas pour se dire qu'on est sur le bon chemin, et trop haut pour que ça provoque une vraie remise en question"*, estime un parlementaire. *"Il y a une peur. Personne n'ose exprimer à voix haute le malaise"*, renchérit un autre.

Certains affirment que la contestation est appelée à enfler. Ils guettent l'instant où une voix forte (Laurette Onkelinx, Paul Magnette, Rudy Demotte, la fédération de Liège...) se démarquera du président Elio Di Rupo.

Pour l'heure, les signes avant-coureurs d'une fronde sont imperceptibles. Fla-

grantes sont en revanche les dissonances entre les expressions publiques des responsables socialistes.

Flottement

Fin août, le ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte, s'est insurgé contre l'arrivée de 700 réfugiés dans sa ville de Tournai.

Avant d'admettre *"une erreur d'appréciation"*.

Le 15 septembre, le ministre-Président wallon Paul Magnette a publié une carte blanche dans "L'Echo". La forme (une opinion "à titre personnel") autant que le fond (une charge en règle contre Jeremy Corbyn, nouveau président des tra-

vailleurs britanniques) lui ont valu de vifs reproches au sein du PS.

Laurette Onkelinx a quant à elle proposé la révision du système fiscal lié aux voitures de société. Son initiative a aussitôt été tempérée par Elio Di Rupo.

Il faut aussi compter avec l'ex-ministre Jean-Pascal Labille. Secrétaire général de la mutualité Solidaris, celui-ci multiplie les sorties médiatiques, notamment sur la réduction du temps de travail – un thème toujours pas tranché en haut lieu.

Pareil flottement tranche avec la communication d'une cohérence millimétrée qui prévalait jusqu'il y a peu au PS. Cela accrédite l'image d'un parti qui peine à trouver sa voie, plus d'un an après les élections de mai 2014. Et donne l'impression que les principaux leaders socialistes se positionnent en vue d'un futur combat, interne celui-là.

François Brabant

"C'est étrange, il y a une peur. Personne n'ose exprimer à voix haute le malaise."

UN PARLEMENTAIRE SOCIALISTE

Face aux critiques, Elio Di Rupo a choisi sa stratégie: tenir

Le ressac électoral de mai 2014 puis l'éviction du gouvernement fédéral auraient pu briser net la carrière d'Elio Di Rupo. C'est en effet une règle établie : les défaites politiques coûtent presque toujours leur poste à ceux qui en sont les acteurs malheureux. Incarnation même du PS, qu'il préside depuis 1999, Premier ministre de 2011 à 2014, le Montois risquait la chute finale.

Il n'en a rien été. Les autres dirigeants socialistes lui vouent une estime sincère. A leurs yeux, "Elio" restait le chef incontestable. Déroutés par une situation politique que personne n'avait anticipée, les cadors du PS n'étaient de toute façon pas en état de concevoir un putsch.

Le plus florentin des socialistes wallons a lui-même coupé court aux spéculations. Dès novembre, il a provoqué des élections pour la présidence du parti.

Seul candidat, plébiscité par 93 % des votants, il s'est rendu intouchable.

Fin de l'Histoire? Ce n'est pas certain. Paradoxalement, alors qu'aucun fait nouveau n'est apparu, alors que le "chantier des idées" rencontre un grand succès auprès des militants, les critiques se font plus fortes qu'il y a un an, même si elles s'expriment toujours à voix basse. "Elio Di Rupo n'est plus audible", jugent plusieurs mandataires.

Camp retranché

Des périls, Elio Di Rupo en a traversé d'autres : les scandales carolos, l'exclusion d'Anne-Marie Lizin, la Berezina de 2007... Dans son entourage, on assure que le président "sait très bien où il veut aller, en termes d'agenda et de tactique".

En attendant, il redouble de prudence. Est-ce pour cette raison que le boulevard

de l'Empereur s'est mué en "camp retranché", en proie à la paranoïa, selon l'expression d'un élu? "Elio a une peur au fond de lui, confie un autre socialiste. Il a l'impression d'évoluer dans un monde politique qui lui restera à jamais étranger. Il est en permanence sur le qui-vive. C'est pourquoi je le vois mal se faire prendre dans le piège d'une contestation interne, comme Didier Reynders l'a été au MR en 2009."

Loin de desserrer son emprise sur le parti, Di Rupo vient d'élever plusieurs proches : Gilles Douterlepoint, directeur de l'IEV, le centre d'étude maison; Jacques Braggaar, secrétaire général du PS; Gilles Mahieu, gouverneur du Brabant wallon... Autant de désignations sensibles, sources de confrontations. Pourtant, les choix dirupiens ont tous été avalisés sans coup férir. Le roi reste fort.

F.B.